NOTRE OPINION

APRÈS L'INDUSTRIE, LE MASSACRE ORGANISÉ DE L'AGRICULTURE

Par Natacha Polony

« Mobilisez-vous ! » Ce cri lancé aux agriculteurs en colère est celui d'un homme qui se tient à leurs côtés et soutient leur combat. Le problème, c'est que cet homme est ministre de l'Économie depuis sept ans. Un record de longévité, mais Bruno Le Maire n'est responsable de rien. Réflexe symptomatique. La toute-puissance jupitérienne dans les performances de plateaux de télé ne sert qu'à masquer un renoncement permanent qui permet de conclure in fine « c'est pas ma faute, j'y pouvais rien, mais bravo les gars, battez-vous ! »

Les raisons de la crise qui pousse les agriculteurs à bloquer les routes sont certes multiples. Les commentateurs soulignent à souhait combien la situation du vigneron catalan qui n'a pas vu d'eau depuis trois ans n'a rien à voir avec celle du maraîcher picard ou de l'éleveur cantalou. Première manière de noyer le poisson. La suivante arrive assez vite sous la plume des éditorialistes néolibéraux qui ont table ouverte dans les médias audiovisuels (un économiste sérieux est un économiste qui vante l'extension du marché) : le problème vient de ces normes environnementales qu'on impose aux agriculteurs. Vouloir limiter les intrants chimiques, quel scandale !

Partout en Europe, on voit naître des mouvements d'agriculteurs dont les causes sont en apparence plus diverses encore. Les paysans allemands protestent contre la levée de l'exemption d'imposition sur les véhicules agricoles et la suppression de 1 milliard d'aides décidées par un gouvernement soumis aux contraintes budgétaires de sa Cour constitutionnelle. Mais quand les médias leur donnent la parole, ils évoquent les normes environnementales, en effet, mais aussi et surtout la toute-puissance des distributeurs et des grands abattoirs, les traités de libre-échange et une politique européenne qui favorise exclusivement les grandes exploitations. Aux Pays-Bas, le Mouvement agriculteur-citoyen, le BoerBurgerBeweging, est né des protestations du monde paysan contre les objectifs européens de réduction des émissions d'oxyde d'azote, et leur conséquence : la fermeture arbitraire de 3 000 exploitations agricoles à travers le pays. Mais, là encore, la colère qui s'est finalement reportée sur le parti de Geert Wilders est plus vaste. Et sans doute a-t-elle à voir avec celle qui, en 2016, avait soulevé le pays – deuxième exportateur mondial de matières premières agricoles – contre le projet de contrat d'association entre l'Union européenne et l'Ukraine, contrat qui visait à renforcer les échanges commerciaux avec un pays dont l'agriculture ultra-industrialisée est aux mains de quelques oligarques. Ces derniers mois, c'est en Pologne que la colère s'était fait entendre après la suppression pure et simple des tarifs douaniers sur les produits agricoles ukrainiens, au nom du soutien à un pays agressé, mais au prix de la ruine de filières entières.

Résumons simplement le problème : l'Union européenne veut, à juste titre, préserver ses sols et réduire son empreinte carbone. C'est tout l'objectif du « Green Deal » et de son programme agricole, « De la fourche à la fourchette ». À ceci près que ce programme se fait au prix d'un recours encore plus massif aux importations. On explique aux paysans qu'ils vont moins produire, mettre une part de leurs sols en jachère, renchérir leurs coûts de production, mais que, dans le même temps, on va faire entrer sur les étals européens par des traités de libre-échange des produits qui, eux, ne subiront aucune contrainte et seront donc moins chers. Cette concurrence extérieure vient s'ajouter à la mise en concurrence des pays européens entre eux, à coups de travailleurs non protégés. *Marianne* avait ainsi enquêté sur le prix de revient des fraises françaises face aux fraises espagnoles récoltées sous abri plastique par des travailleurs marocains dans des zones où ces cultures assèchent les nappes phréatiques (lire *Marianne* n° 1366). La grande distribution se fait ensuite un plaisir de vanter le tarif avantageux de ses fraises, pendant que les producteurs français disparaissent en silence. Il est vrai que le principal syndicat censé défendre les paysans, la FNSEA, est dirigé par le président du conseil d'administration de la multinationale Avril, spécialisée dans les huiles et les biocarburants, mais qui s'est aussi illustrée en important du poulet brésilien bas de gamme…

Ce qui arrive à l'agriculture a déjà eu lieu pour l'industrie. Aujourd'hui, les politiques de tous bords ne parlent que de réindustrialisation après avoir pendant des décennies applaudi à la destruction totale de nos capacités productives. Le péché originel est là : l'Union européenne a été organisée et codifiée par des idéologues pour qui la production n'a aucune importance puisque le grand marché mondial fournira toujours de quoi nous nourrir. La France a désormais un ministère de l'Agriculture « et de la Souveraineté alimentaire » : pur affichage. Car, à l'échelle française et européenne, nous avons visiblement du mal à comprendre que, si nous voulons améliorer le contenu de nos assiettes, il faut des normes environnementales, mais il faut surtout que nos produits respectueux de nos normes et du droit social se vendent et, pour cela, ne soient pas mis en concurrence, dans nos supermarchés, dans nos cantines et nos hôpitaux, avec des produits qui ne respectent ni l'environnement ni les travailleurs. Si nous voulons, dans les années à venir, alors que l'alimentation sera un enjeu mondial, avoir tout simplement de quoi nous nourrir, il serait urgent de comprendre que la dérégulation est le contraire du libéralisme, le contraire du projet européen initial et le contraire du bon sens. ■

Hannah Assouline